



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 27 – 1^{er} septembre 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le Premier ministre pourrait réduire les ambitions britanniques en matière de neutralité carbone

Climat & Energie

- Nick Winser, le commissaire aux réseaux électriques, a remis son rapport au gouvernement sur la sécurisation des raccordements
- Le gouvernement publie sa nouvelle stratégie « biomasse »

Environnement

- Les carences du réseau d'assainissement des eaux ne seraient pas dues à l'âge du réseau
- Le gouvernement ne sera pas en mesure de respecter ses engagements en matière de protection de la nature d'ici 2030
- Une proposition de réforme des règles d'aménagement dans les parcs naturels rencontre de fortes oppositions

Industrie

- *Cornish Lithium* va recevoir 53,6 M£ pour son projet de mine de lithium dans les Cornouailles
- La production manufacturière baisse à son rythme le plus rapide depuis septembre 2020
- Aviva exhorte le gouvernement à revoir les règles encadrant le financement des travaux de remédiation du *cladding*

Transports

- Les perturbations de vols demeurent élevées en 2022 et 2023 malgré un trafic aérien inférieur à la période pré-pandémique

Fait marquant

Le Premier ministre pourrait réduire les ambitions britanniques en matière de neutralité carbone

En juillet, le Premier ministre Rishi Sunak a semblé défendre une politique moins ambitieuse en matière de décarbonation. Sans remettre en cause l'objectif de neutralité carbone à horizon 2050, il s'est déclaré favorable à une politique climatique « *pragmatique et proportionnée* », qui n'impose pas de contraintes ou de coûts excessifs aux ménages. A l'occasion d'un déplacement à Aberdeen fin juillet, le Premier ministre a par exemple confirmé l'attribution de plus de 100 nouveaux permis d'exploitation d'hydrocarbures d'ici l'automne 2023, décision qu'il a justifiée par l'impératif de maximiser la production domestique et de préserver la sécurité énergétique du R-U. Selon lui, l'ouverture de nouvelles capacités de production n'est pas incompatible avec les engagements climatiques du R-U, dans la mesure où l'intensité carbone de la production britannique est « *deux, trois, voire quatre fois inférieure* » à celle des hydrocarbures importés. A noter que le leader de l'opposition, Keir Starmer, a indiqué dans le [Times](#) que le parti travailliste ne révoquerait pas les licences d'exploitation existantes en cas d'arrivée au pouvoir lors des prochaines élections.

Par ailleurs, le ministre du Logement et du *Levelling Up* [Michael Gove](#) a annoncé fin juillet que l'entrée en vigueur d'une taxe destinée à financer le recyclage des emballages plastiques serait repoussée d'octobre 2024 à octobre 2025. Le gouvernement a également annoncé l'abandon d'une contribution annuelle - qui devait être prélevée sur les factures d'énergie des ménages à partir de 2025 - destinée à financer la production d'[hydrogène](#). D'autres mesures pourraient être repoussées, notamment l'interdiction de la vente des chaudières à gaz (2025 dans les nouveaux bâtiments, 2035 pour les autres) et l'obligation pour les propriétaires de louer uniquement des logements dont le CPE est au moins égal à C (mesure qui doit, pour l'instant, s'appliquer pour les locations neuves à partir de 2025 et à partir de 2028 pour l'ensemble des locations).

La courte victoire des Conservateurs dans la circonscription d'Uxbridge and South Ruislip – celle de Boris Johnson jusqu'à sa démission de son mandat de parlementaire – au terme d'une campagne dominée par la question de l'extension de la zone à faible émission (ULEZ) de la ville de Londres semble fournir des arguments aux Conservateurs favorables à l'approche « *pragmatique* » présentée par le Premier ministre. Ce revirement ne convainc toutefois pas l'ensemble des [élus conservateurs](#). Un groupe représentant environ 150 d'entre eux a ainsi demandé à Rishi Sunak d'ignorer les « *sirènes* » de ceux qui font pression sur lui pour qu'il édulcore les objectifs *net zero*. Le député Chris Skidmore, député et responsable de la « *Net Zero Review* », a déclaré que faute de comprendre « *l'importance vitale* » du *net zero*, le R-U était condamné « *à rater ces opportunités [ce qui fera] perdre au R-U et aux communautés locales des emplois et de la croissance économique* ». Les [chambres de commerce britanniques](#) ont pour leur part exhorté le gouvernement à « *faire*

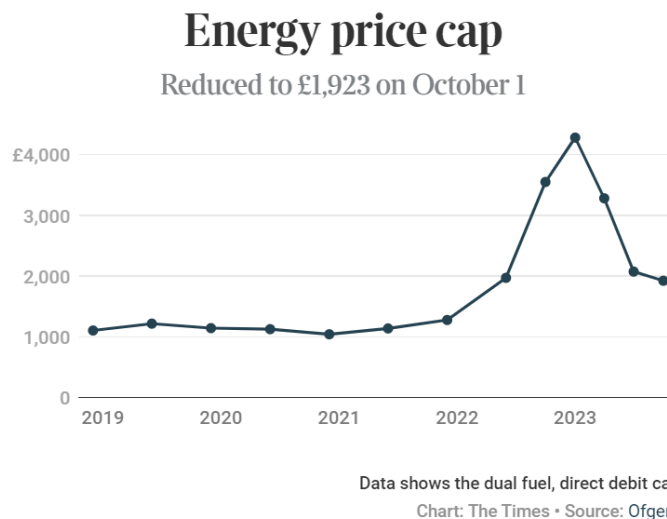
preuve d'engagement et de cohérence » et à mettre fin au « *brouillard d'informations contradictoires* » en matière d'objectifs climatiques après qu'un sondage – mené avec le groupe *Lloyds Bank* – a révélé que seuls 10 % des entreprises britanniques comprenaient ce que l'objectif « *net zero 2050* » signifiait pour elles en pratique.

Le chiffre de la semaine

120 000

Selon les données de l'organisme de certification des produits « bas carbone » *MCS*, depuis le début d'année, plus de 120 000 foyers britanniques auraient installé des [panneaux solaires](#), un chiffre dépassant le record obtenu en 2012, avant que le gouvernement supprime les subventions pour l'installation de cet équipement. En moyenne, plus de 20 000 foyers se sont équipés chaque mois, un chiffre qui atteint 3 000 pour les pompes à chaleur. En prenant en compte les installations d'éoliennes individuelles, cela porte la capacité de production solaire et éolienne à petite échelle à 4 GW / jour pendant les périodes de pointe, soit 13 % de la demande énergétique britannique (29,4 GW).

Le graphique de la semaine



L'*Ofgem*, régulateur britannique de l'énergie, a annoncé fin août que le plafonnement des factures d'énergie s'élèverait à [1 923 £](#) pour un foyer de référence à partir du 1^{er} octobre (2 073 £ actuellement). Cela représentera une baisse de 7 % en moyenne des factures des ménages britanniques. Les associations de consommateurs ont toutefois averti que cette baisse serait insuffisante pour les ménages les plus vulnérables et ont appelé le gouvernement à prolonger les aides pour réduire le montant des factures énergétiques. Versées depuis l'automne 2022, celles-ci

ont été fortement réduites en début d'année et seront désormais seulement destinées à certaines catégories de population notamment les bénéficiaires d'allocations. Le directeur général de l'*Ofgem*, Jonathan Brearley, a pour sa part appelé à une [réforme](#) du *price cap*, estimant que ce mécanisme ne protégeait plus les entreprises et les ménages contre les hausses des prix de l'énergie. L'introduction d'un « *tarif social* » fait partie des propositions présentées au gouvernement. D'autre part, 34 sociétés de logements ont écrit au gouvernement pour que les 750 000 personnes qui ne règlent pas directement leur facture à un fournisseur d'énergie - et n'ont donc pas pu bénéficier de la déduction de [400 £](#) versée à l'automne 2022 - puissent bénéficier de cette aide dans les mois à venir.

Climat & Energie

Flash – Le ministre chargé de l'énergie, Grant Shapps, a annoncé le 2 août l'organisation d'un [sommet mondial](#) sur la sécurité énergétique à Londres (*London Energy Conference*) début 2024, à l'occasion du second anniversaire du début de la guerre en Ukraine.

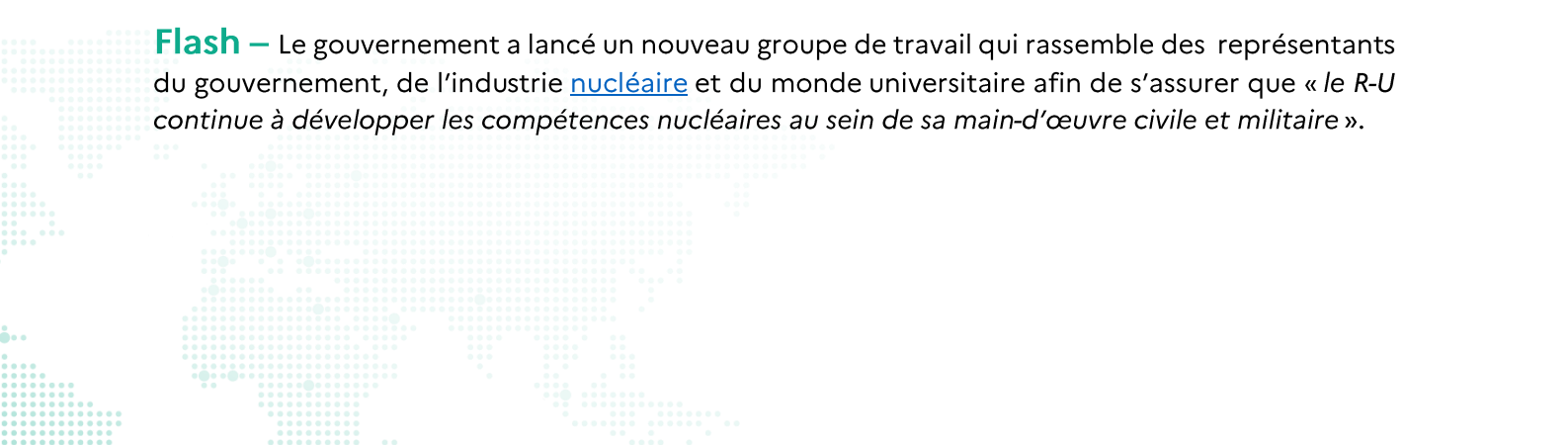
Flash – La *North Sea Transition Authority* estime désormais à 40 Md£ le coût total du démantèlement des infrastructures de production d'hydrocarbures en Mer du Nord, en hausse par rapport aux 37 Md£ estimés l'an dernier. 8 Md£ ont déjà été dépensés sur la période 2017-23 et 21 Md£ devraient être dépensés au cours de la prochaine décennie. L'autorité espère ramener la facture totale à 33 Md£, notamment grâce à la réutilisation des infrastructures existantes pour des projets de capture et de stockage du carbone.

Flash – [BP](#) envisagerait d'installer deux fermes éoliennes marines en mer d'Irlande sans nécessairement recourir aux *contracts for difference* (CfD), une première pour le secteur. Cette annonce intervient alors que le directeur général du groupe danois [Ørsted](#) a averti que le gouvernement britannique aurait du mal à attirer de nouveaux projets d'éoliennes maritimes dans le cadre de son cycle actuel d'enchères de CfD, au vu des récentes augmentations importantes des coûts pour les développeurs.

Flash – La chancelière de l'Echiquier fantôme, [Rachel Reeves](#), a indiqué qu'en cas d'arrivée au pouvoir, le parti travailliste souhaitait faire évoluer les règles d'aménagement afin de faciliter le déploiement d'infrastructures vertes (ex : *gigafactories*).

Flash – La nouvelle entreprise publique [galloise](#) *Ynni Cymru* vise à développer les « *projets communautaires* » de production d'énergie renouvelable. 11 projets bénéficieront d'un total de 750 000 £ de subventions sur trois ans.

Flash – Le gouvernement a lancé un nouveau groupe de travail qui rassemble des représentants du gouvernement, de l'industrie [nucléaire](#) et du monde universitaire afin de s'assurer que « *le R-U continue à développer les compétences nucléaires au sein de sa main-d'œuvre civile et militaire* ».



Nick Winser, le commissaire aux réseaux électriques, a remis son rapport au gouvernement sur la sécurisation des raccordements

Missionné en juin 2022, le commissaire aux réseaux électrique Nick Winser a remis au gouvernement son [rapport sur le développement du réseau de transport d'électricité](#), alors que l'essor des énergies renouvelables est actuellement freiné par les délais de raccordement. Le rapport formule plusieurs propositions pour réduire de 14 ans en moyenne à 7 ans les délais de construction des nouvelles lignes à haute tension, dont l'élaboration d'un schéma de développement du réseau et une simplification des procédures. Il recommande également d'étudier le versement d'une aide «*généreuse*» aux ménages résidant à proximité des nouveaux projets de développement du réseau de transport d'électricité en compensation des nuisances occasionnées.

Le gouvernement publie sa nouvelle stratégie « biomasse »

Le DESNeZ a publié le 10 août sa [nouvelle stratégie « biomasse »](#). Ce document précise le rôle que doit jouer ce vecteur énergétique, qui représente aujourd'hui 8,6 % du mix énergétique britannique, dans ses différents secteurs d'utilisation (production d'électricité, de biométhane, chaleur, transport, industrie, usages non énergétiques). Le gouvernement considère que la biomasse doit être utilisée en priorité dans les secteurs difficiles à décarboner (comme l'industrie ou l'aviation) tout en évitant d'encourager la constitution de verrous technologiques dans certains secteurs. La stratégie annonce également le lancement à venir d'une consultation publique pour redéfinir les critères de durabilité de la production et de l'utilisation de la biomasse.

Environnement

Flash – Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2022, la taxe sur les emballages plastiques, qui s'applique aux producteurs et importateurs d'emballages plastiques contenant moins de 30 % de plastique, a généré 276 M£ de recettes au cours de sa première année d'application.

Flash – La zone à très faible émissions ([ULEZ](#)) s'applique désormais à l'ensemble de l'agglomération londonienne, malgré la forte opposition populaire et des élus conservateurs. Le maire de Londres, qui a récemment renoncé à introduire une [zone « zéro émission »](#) dans le centre de Londres d'ici 2025, a défendu cette décision comme le moyen le plus efficace pour améliorer la qualité de l'air dans la capitale.

Flash – Selon les données collectées par l'association *Butterfly Conservation*, plusieurs espèces migratrices de [papillons](#) demeurent désormais dans le sud de l'Angleterre pendant l'hiver plutôt que de migrer vers l'Europe continentale ou l'Afrique, un phénomène qui serait imputable au réchauffement climatique, selon l'association.

Flash – *Wildfire Trusts*, qui rassemble plusieurs associations environnementales, poursuit ses efforts pour faire naître des [castors](#) dans des enclos. Cette espèce autochtone avait disparu du R-

U au XVI^e siècle, car sa fourrure et sa viande étaient très recherchées. Le gouvernement continue toutefois d'interdire leur réintroduction dans la nature

Les carences du réseau d'assainissement des eaux ne seraient pas dues à l'âge de celui-ci

Selon une [étude du Professeur Peter Hammond](#), l'argument selon lequel la vétusté du réseau d'assainissement, en partie construit à l'époque victorienne, serait responsable des trop nombreux rejets d'eaux usées n'est pas vérifié par l'analyse des données. Seulement 12 % du réseau anglais et gallois aurait été construit à l'époque victorienne, tandis que la part du réseau construit dans les années 1960 et 1970 s'élève à près de 20 %. Qui plus est, les sections du réseau construit à l'époque victorienne ne seraient plus susceptibles de rejeter des eaux usées. Selon lui, les compagnies des eaux sont pleinement responsables de la situation, les années qui ont succédé à la privatisation s'étant caractérisées par un sous-investissement chronique. Six compagnies des eaux, contre lesquelles a été intenté un recours collectif en [justice](#), pourraient d'ailleurs devoir verser aux Britanniques des centaines de millions de livres de compensation. Selon les plaignants, les compagnies des eaux auraient enfreint le droit de la concurrence en ne signalant pas aux régulateurs, l'Ofwat et l'Agence pour l'Environnement, des rejets qui auraient eu une incidence sur le prix qu'elles peuvent facturer à leurs clients.

Le gouvernement ne sera pas en mesure de respecter ses engagements en matière de protection de la nature d'ici 2030

Selon un [rapport](#) de la commission « Environnement » de la Chambre des Lords, le gouvernement a une « *montagne à gravir* » s'il veut atteindre l'objectif « 30 par 30 » (protéger 30 % des espaces naturels et maritimes d'ici 2030) convenu lors de la conférence de Montréal sur la biodiversité en 2022. Au R-U, 41 % des espèces ont vu leur abondance diminuer depuis 1970, tandis que 15 % des espèces ont été classées comme menacées d'extinction, selon les chiffres du gouvernement. En Angleterre, nation sur laquelle le rapport se concentre, les sites naturels protégés seraient souvent en mauvais état et insuffisamment surveillés. Les députés recommandent de mettre en place un plan de gestion sur la base d'une évaluation actualisée de l'état des zones, qui devra être mise à jour tous les six ans. Le rapport recommande également d'augmenter les financements publics et privés alloués à la protection de ces zones et d'imposer à *Natural England* une obligation légale de surveiller les « *Sites of Special Scientific Interest* » (SSSI).

Une proposition de réforme des règles d'aménagement dans les parcs naturels rencontre de fortes oppositions

Le ministère du Logement et du Levelling Up a lancé une [consultation publique](#) sur une évolution des *permitted development rights* dans les parcs nationaux et les autres zones de conservation / protégées en Angleterre (les règles d'aménagement font partie des compétences dévolues). Selon les propositions du gouvernement, l'assouplissement de ces règles permettrait de soutenir le développement économique des villes et villages situés à proximité de ces zones. La transformation de granges en logements, sans demande d'autorisation préalable, en vertu du régime des *permitted development rights*, fait partie des exemples cités. Les [parcs nationaux](#) et les

associations environnementales se sont opposés à cette proposition, estimant qu'elle pourrait entraîner la construction de milliers de logements « *gâchant la vue* » dans certaines des plus belles régions d'Angleterre. Le gouvernement envisagerait également de réformer une législation héritée de l'UE, destinée à protéger les [cours d'eaux](#) de teneurs excessives en nitrates et phosphates, ce qui permettrait d'accélérer la construction de logements neufs, et construire ainsi 100.000 logements supplémentaires d'ici 2030. Plusieurs collectivités locales ont en effet invoqué cette législation par le passé pour refuser des projets immobiliers à proximité de zones naturelles ou protégées.

Industrie


Flash – Le gouvernement a lancé un appel à contributions afin de recueillir les avis des parties prenantes au sujet d'une future stratégie publique sur le soutien à la production de [batteries](#).

Flash – Le [zero emission vehicle mandate](#) (ZEV), qui doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2024 et obligera les constructeurs britanniques à vendre un pourcentage minimum de véhicules zéro émissions, fera l'objet d'une procédure affirmative au Parlement, qui requiert le vote des deux chambres. Par ailleurs, la commission « Environnement » de la Chambre des [Lords](#) a lancé une enquête parlementaire sur la transition vers les véhicules électriques.

Flash – Dans le cadre d'une *judicial review* introduite l'année dernière par 13 syndicats, la Haute Cour a retoqué le projet de loi du gouvernement permettant aux entreprises de recourir à des travailleurs intérimaires pour remplacer les employés grévistes. Selon la cour, le gouvernement n'aurait pas respecté le processus de consultation (le projet de loi se basait sur une consultation réalisée en 2015).

Cornish Lithium va recevoir 53,6 M£ pour son projet de mine de lithium dans les Cornouailles

Le [lithium](#), utilisé notamment dans les batteries de véhicules électriques, fait partie des minéraux critiques dont le R-U souhaite développer la production nationale. Le gouvernement britannique, via la *UK Infrastructure Bank* (UKIB), et le groupe américain *Energy and Minerals Group* (EMG) devraient investir chacun 24 M£ dans le projet de la start-up *Cornish Lithium*. Son principal actionnaire, la société d'investissements « verts » *TechMest*, devrait ajouter 5,6 M£, portant à 30 M£ le total de ses investissements dans la start-up. *Cornish Lithium*, qui emploie actuellement 70 personnes, espère employer plus de 300 personnes une fois lancée l'exploitation du lithium. En juin, la start-up avait alerté sur « *l'incertitude matérielle* » quant à son avenir si elle ne recevait pas de financements supplémentaires en juillet, avant le lancement d'une nouvelle levée de fonds. Si ces annonces ont été accueillies avec soulagement, le [Times](#) rapporte que certains actionnaires individuels auraient exprimé leurs inquiétudes face à « *la complexité de la structure de financement* » annoncée, qui pourrait conduire à une baisse de la valeur de leurs actions.



La production manufacturière baisse à son rythme le plus rapide depuis septembre 2020

Selon l'[Industrial Trends Survey](#) publié par la *Confederation of British Industry* (CBI) fin août, la production manufacturière entre juin et août a reculé dans 15 des 17 sous-secteurs étudiés. Le recul est plus marqué dans certains secteurs : automobile, matériels de transport, génie mécanique, papier-imprimerie, médias et produits chimiques. Le volume de production devrait cependant rester stable dans les trois mois à venir. Les entreprises britanniques estiment que le niveau de commandes en août était « *inférieur à la normale* », y compris à l'export. Les prévisions d'inflation sont en revanche à leur plus faible niveau depuis février 2021.

Aviva exhorte le gouvernement à revoir les règles encadrant le financement des travaux de remédiation du *cladding*

Amanda Blanc, directrice de l'un des principaux assureurs britannique, a exhorté le gouvernement à étendre aux bâtiments résidentiels de moins de 11 mètres de hauteur la limitation du coût des travaux de remédiation au [cladding](#) (revêtement inflammable). Le gouvernement a exclu ces bâtiments de cette mesure, estimant que leur hauteur les exposait à un risque moindre d'incendie. De nombreux résidents ont toutefois dû financer des travaux coûteux, soit en raison d'une évaluation sécurité incendie négative, soit parce que les assureurs ont conditionné la couverture de leur logement à la mise en œuvre de ces travaux. Les propriétaires sont par ailleurs autorisés à faire prendre en charge par leurs locataires une partie des coûts des travaux de remédiation, ce qui se traduit par des factures dépassant parfois plusieurs dizaines de milliers de livres pour ces derniers. En réponse, le gouvernement a déclaré qu'il enquêterait sur tous les cas où de tels travaux étaient imposés aux locataires, indiquant que les propriétaires devaient en priorité faire supporter les coûts de remédiation aux promoteurs plutôt qu'aux locataires.

Transports

Flash – Selon un sondage réalisé pour le tabloïd [The Mirror](#), seulement 21 % des Britanniques seraient favorables à une fermeture de l'ensemble des guichets de vente en gare. Cette proposition dispose du soutien du gouvernement et des compagnies ferroviaires, ces dernières ayant lancé une [consultation](#) publique à ce sujet.

Flash – Le gouvernement a confirmé que l'évolution du prix des billets de [train](#) réglementés (environ 45 % des ventes) sera reportée de janvier à mars pour la troisième année consécutive. Les prix évoluent normalement en fonction du niveau de l'inflation (*retail price index*, RPI) mais le gouvernement a confirmé que la hausse en 2024 serait inférieure au RPI, comme cela avait été le cas en 2023.

Flash – Les conducteurs de 14 compagnies [ferroviaires](#), représentés par le syndicat RMT, feront grève le 2 septembre, après avoir déjà fait grève le 26 août. Les conducteurs de trains représentés

par l'Aslef font pour leur part grève le 1^{er} septembre et refuseront d'effectuer des heures supplémentaires le 2 septembre.

Flash – Selon une [étude](#) du think tank *Resolution Foundation*, le R-U aurait perdu 3,9 M de journées de travail au cours de l'année écoulée en raison des grèves, menées principalement dans les secteurs relevant du service public. Il s'agit du plus haut niveau observé depuis les années 1980.

Les perturbations de vols demeurent élevées en 2022 et 2023 malgré un trafic aérien inférieur à la période pré-pandémique

Selon une analyse réalisée par le [Financial Times](#) (FT) à partir des données de l'Autorité de l'aviation civile, environ 32 % des vols au départ des aéroports britanniques ont été soit retardés de plus de 16 minutes, soit annulés (contre 25 % et 22 % en 2018 et 2019 respectivement). Les données de la CAA recouvrent 26 aéroports britanniques. Les perturbations observées en 2022 s'expliquent en grande partie par les pénuries de personnels au sol et difficultés de recrutement rencontrées par les aéroports et compagnies aériennes en sortie de pandémie. Le R-U rencontre également des difficultés communes à la plupart des Etats européens. Depuis l'invasion russe en Ukraine, environ 20 % de l'espace aérien européen ne peut être survolé ce qui crée une congestion, et des retards dans les contrôles aériens, se répercutant dans la plupart des aéroports européens. Par ailleurs, lors du dernier weekend des vacances scolaires estivales, les aéroports britanniques ont été confrontés à un « *problème technique* » du système informatique de contrôle aérien, ce qui a entraîné l'annulation d'au moins 1 600 vols lundi 29 août. Le ministre des Transports [Mark Harper](#), qui a rencontré les représentants du secteur aérien ce mardi, a écarté la possibilité d'une cyberattaque et a annoncé que ces perturbations feraient l'objet d'une enquête de l'Autorité de l'aviation civile (CAA).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international